

*Affaires courantes*

a décidé de le conserver, sans toutefois mettre en application la promesse du livre rouge d'éliminer les garanties personnelles.

Le ministre nous annonce que les fonds disponibles sont portés à 12 milliards. Ça se comprend, c'est un programme qui répond très bien. Donc, c'est une bonne nouvelle en soi.

• (1525)

C'est un programme si populaire qu'on s'inscrit rapidement. On sait que les PME existent, elles ont de l'énergie, elles veulent créer, elles veulent développer. Par contre, le ministre nous annonce aussi que le programme devra s'autofinancer. Voilà un objectif que le gouvernement souhaite, et je crois que c'est l'objectif fondamental, d'aller surtout rechercher l'argent, la récupération des prêts, c'est louable en soi.

Mais, si on fait une analogie, en écoutant le ministre du Développement des ressources humaines, lorsqu'on dit que pour le développement de la formation des étudiants, on va leur donner accès au crédit, on comprend très vite l'équation. C'est que pour économiser de l'argent au niveau de l'État, on aligne la personne vers l'endettement. Quel est l'impact de ceci pour une PME? Est-ce que c'est un endettement accru, ou si vraiment on vient de lui donner un coup de main solide pour qu'elle démarre ou se développe sur le plan international ou sur le plan intérieur?

Alors, sans même avoir à procéder à une analyse d'avantages-coûts, qui aurait pu démontrer l'efficacité du programme et nous indiquer quelle politique de tarification il était préférable d'établir, le ministre agit, à notre sens, en amateur et augmente du fait, sans consultation, le coût de financement aux PME, exactement l'analogie comme on l'a fait du côté de la réforme sociale, en indiquant qu'on diminue l'aide aux étudiants, mais on leur donne la chance de s'endetter davantage, et en mettant en place des mesures pour aller récupérer ce qu'on lui a garanti en termes de prêts.

Alors, je pose la question: est-ce que pour le gouvernement, c'est une façon responsable d'agir, et particulièrement de la part du ministre de l'Industrie, dans le contexte économique où on est placé? Cependant, quoique certaines personnes pensent, du côté du gouvernement, que nous sommes peut-être, de temps en temps, des gros méchants, je dois quand même féliciter le ministre pour l'annonce d'initiatives visant à réduire la paperasserie.

Tout le monde se plaint tout le temps, et avec raison, tout le monde est d'accord. Chaque fois qu'on fait un pas, il faut à peu près remplir 16 formules et les envoyer partout. Alors ça, c'est un bon geste du gouvernement, un geste de conscience, d'éliminer ces questions de paperasserie et donc, arriver, en fait, à satisfaire un besoin observé par toutes les PME, arrêter de nous faire gaspiller temps, ressources et argent à produire, pour obtenir 10 000 \$, un document de 119 pages de justification. Alors, les PME le demandent depuis longtemps, et enfin, on y voit.

Toutefois, j'aimerais faire remarquer au ministre que dans le cadre d'un Québec souverain—il faut le rappeler, nous sommes là pour le rappeler—dans le cadre d'un Québec souverain, j'ai parlé de l'autoroute électronique, tout à l'heure, où le gouvernement a nettement envoyé le message au ministre de s'ouvrir à des conversations et des échanges là-dessus. Le ministre est resté fermé. Alors, en éliminant un gouvernement de trop, voilà notre option, le gouvernement de trop qui est le fédéral, la paperasserie, l'inefficacité de la réglementation souvent contradictoire, mises en place par plusieurs ordres de gouvernement, seraient

beaucoup réduites et les entreprises beaucoup plus efficaces. Voilà un chemin clair.

Le gouvernement nous rappelle sans cesse qu'il faut favoriser l'essor des PME de haute technologie. Nous sommes d'accord. Elles constituent l'avenir de notre base industrielle. C'est vrai, les PME de haute technologie créent des emplois de demain et vont même, en grande partie, être responsables de notre capacité à maintenir le haut niveau de vie dont nous avons besoin, dont nous devons bénéficier.

Il est donc navrant que le gouvernement ne propose aucune politique pour favoriser leur essor et surtout, leur financement. Il faut bien comprendre que ces entreprises, dont le bilan est en grande partie constitué d'intangibles, ont des problèmes particuliers de financement. Les banques sont rarement disposées à financer la technologie, et je reviens sur le rôle du gouvernement, qui veut se garantir d'aller rechercher son investissement en se déguisant en banquier. Et on sait ce que fait une banque, une banque prête dans la mesure où elle est convaincue de ravoïr son argent. Et le gouvernement se déguise de cette façon.

Or, il y a des secteurs technologiques où le haut risque est là, évident. On ne peut pas se déguiser en banquier, dans le sens où il nous faut absolument que les entreprises nous donnent toutes les garanties de récupérer. Ça va de soi.

• (1530)

Si on veut réellement favoriser l'essor de ces entreprises, il faut prévoir des mesures qui leur permettent de se financer plus adéquatement. Nous avions proposé, dans notre opinion dissidente du rapport du Comité de l'industrie, d'étendre la Loi des prêts aux petites entreprises au financement du fonds de roulement de toutes les entreprises. Cette mesure aurait permis de soutenir le financement des PME de haute technologie. Au lieu de cela, on nous propose une stratégie à la pièce en ne proposant qu'un programme visant le financement des PME exportatrices seulement.

Même l'Association canadienne des exportateurs avait recommandé au Comité de l'industrie, je ne sais pas si le ministre en a eu vent, mais elle avait recommandé au comité d'offrir du financement de fonds de roulement pour les PME exportatrices par le biais de la loi. Le gouvernement n'écoute pas les gens du milieu.

En ce qui a trait aux infrastructures, le ministre nous fait les louanges de la politique du ministre des Transports. On a vu ce que c'était, ce qui s'était produit jusqu'à maintenant dans ce secteur. Cela ne nous encourage pas, mais pas du tout. Si c'est l'indication de ce que le gouvernement entend faire dans le domaine des transports, on peut s'attendre au pire.

Donc, la politique nationale, entre autres, des aéroports, à notre sens, n'est qu'une façon déguisée de refiler la note du transport en région aux administrations municipales et aux gouvernements provinciaux. Cela a été amorcé sous l'ancien gouvernement, et déjà, on voit refiler les factures aux autres niveaux de gouvernement.

De plus, le fédéral a le culot—et c'est important, il l'a fait dans plusieurs de ses ministères—de conserver les revenus du réseau national des aéroports pour financer les infrastructures des aéroports régionaux, alors qu'il se désengage totalement de leur coût d'opération. Voilà la façon dont le fédéral entend gérer, pour l'ensemble de ce pays, les biens et les fonds publics.